

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CALVADOS

COMMUNE DE OUISTREHAM

EXTRAIT DE LA
SEANCE DU 24 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 24 novembre à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 18 novembre, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

Etaient présents : Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Sabine MIRALLES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, Matthieu BIGOT, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUED, Paul BESOMBES, Martial MAUGER, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Yves MESLÉ, Nicolas FRENOD, Marie LE BAS, Alexandre LAVENANT, Lucie TOLMAIS, Marc GENARD, Violaine BUCCI-KURSNER, conseillers municipaux.

Absents excusés / pouvoirs (P) : Robert PUJOL (P. M. BAIL), Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS (P. Mme LECHEVALLIER), Béatrice PINON (P. Mme MULLER DE SCHONGOR), Isabelle VILLEY DESMESERETS (Mme MIRALLES), Emmanuel TISON (**retardé**).

Absents non excusés : Christophe GSELL.

Secrétaire de séance : M. BIGOT.

Urbanisme :

TAXES D'URBANISME – TAXE D'AMENAGEMENT INTERCOMMUNALE – VALIDATION DES MODALITES DE REVERSEMENT DU PRODUIT DE LA TAXE AUX COMMUNES MEMBRES

DL20251124_01	Présents : 23	Pouvoirs : 4	Abstentions :	Suffrages exprimés :27	Pour : 27	Contre :
---------------	---------------	--------------	---------------	------------------------	-----------	----------

Annexe : – Convention de reversement

Rapporteur : M. Chrétien – VU en C° finances du 20/11/2025

La taxe d'aménagement (TA) est perçue sur les opérations de construction/reconstruction/ agrandissement et d'aménagement soumises à autorisation d'urbanisme.

Conformément aux articles L331-1 et 2 du code de l'urbanisme et à la circulaire du 18/06/2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement, elle est perçue de plein droit par la CU du fait de ses compétences : la CU l'a instaurée par délibération en date du 23 novembre 2017 pour financer des actions/opérations en faveur de l'équipement et de l'aménagement durable de son territoire, avec un taux applicable de 5%.

La CU garde toutefois la possibilité d'en redistribuer tout ou partie à ses communes membres, les modalités de ce reversement étant fixées dans le cadre d'une convention bipartite.

A noter : la loi de finances rectificative n°2022-1499 du 1^{er} décembre 2022 a supprimé le caractère obligatoire du reversement du produit communal de la taxe d'aménagement aux EPCI à fiscalité propre. Considérant que les délibérations prises au titre de 2022 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées, la collectivité disposait dans ces conditions de 3 options :

- Maintenir le partage de la TA en l'état (aucune délibération n'étant dans ce cas nécessaire)
- Supprimer le partage de la TA
- Modifier les modalités de partage

Par délibération en date du 6/07/2023, la CU s'est dotée d'un nouveau **pacte financier et fiscal** qui valide le maintien du taux de reversement aux communes pour les années 2024 et 2025. Le partage a donc été maintenu, avec un partage de 75% / 25% au profit de la commune et la totalité pour les zones majorées (cf. délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 2024).

Le pacte actait une inversion du taux de reversement à compter de 2026, qui devait être de 25% pour les communes et 75% pour la CU. Cependant, depuis la réforme du 1^{er} septembre 2022 (transfert de la gestion de la TA à la DDFiP), le fait générateur de l'exigibilité de la TA est devenu la date d'achèvement des travaux et non plus celle de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme ; cela a généré une perte de visibilité pour les prévisions de perception du produit de la taxe et des disfonctionnements dans la procédure de collecte, qui

ont entraîné des retards dans l'encaissement. La CU a donc jugé préférable de reporter d'une année l'inversion du taux de reversement aux communes (cf. la délibération du conseil communautaire du 26 juin 2025).

En conséquence, en application de l'article 1379-0 bis du code général des impôts, lu et entendu l'exposé et après délibération, **le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité**,

- ➡ **APPROUVE** le maintien pour l'année 2026 du partage de la taxe d'aménagement en l'état, **à savoir**
 - 75% du produit de cette taxe, répartis entre les communes membres en fonction des équipements dont ils ont la charge ;
 - pour les communes situées dans les zones où la TA est majorée, la totalité du produit de la taxe perçue au-delà de 5% sur la/les zones concernées.
- ➡ **APPROUVE** les termes de la nouvelle convention de reversement de la taxe d'aménagement, dont le projet est joint en annexe ;
- ➡ **APPROUVE** l'inversion du taux de reversement à compter du 1^{er} janvier 2027, qui s'établira comme suit :
 - 25% du produit de la taxe, correspondant au taux communautaire uniforme de 5% perçu au titre de l'année en cours ;
 - pour les communes situées dans les zones où la TA est majorée, la totalité du produit de la taxe perçue au-delà de 5% sur la/les zones concernées.
- ➡ **AUTORISE** le Maire à signer tous actes afférents.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE



Romain BAIL

Transmis en préfecture le
Affiché/notifié le
Certifié exécutoire.